**REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

Union – Discipline – Travail

**----------**

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**----------**

COSO OUEST
Projet de Développement Communautaire et Local dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire

# PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET LOCAL DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE – COSO OUEST (P507888)

## RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN SUIVI EVALUATION (SSE) POUR LE COMPTE DU PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET LOCAL DANS L'OUEST DE LA COTE D'IVOIRE (COSO-OUEST)

**Termes de référence**

**Juillet 2026**

## I- CONTEXTE

### 1.1 Justification du projet

Durant la dernière décennie, la Côte d'Ivoire a fait d'importants progrès sur le plan économique et de la gouvernance, renforçant sa position de moteur clé de la stabilité régionale, après les crises qu'elle avait subies. Cependant, les risques de fragilité régionale ainsi que des risques endogènes persistent et continuent de poser des défis dans un contexte de nouvelles pressions telles que la migration irrégulière, le changement climatique et les conflits liés aux ressources.

Pour faire face à ces défis, le Gouvernement ivoirien à travers les phases successives de son programme social dénommé PSGouv a réalisé d'importants investissements dans plusieurs domaines (eau, électrification, éducation, santé, emploi des jeunes, protection sociale, etc.), répondant aux besoins les plus urgents avec un axe dédié à la prévention de la fragilité dans les zones frontalières. En lien avec cette stratégie, le projet de Cohésion Sociale des régions Nord du Golfe de Guinée (COSO) mis en œuvre sur la période 2022-2028 avec une approche réussie de Développement Conduit par les Communautés (DCC) dans les localités frontalières vulnérables du Nord, démontre que la planification au niveau des villages, soutenue techniquement au niveau régional, peut renforcer durablement la cohésion sociale à travers la réalisation d'infrastructures et d'activités économiques identifiées et planifiés de façon inclusive par les bénéficiaires eux-mêmes au niveau local.

Les régions de l'Ouest du pays, en particulier dans le district des Montagnes, restent fragiles d'un point de vue économique et vulnérables aux conflits et aux risques de violence. Au titre des défis identifiés figurent la capacité des ménages à subvenir à leurs besoins alimentaires, les déficits en infrastructures lourdement affectées par les dernières crises militaro-politiques ainsi que les défis de gouvernance locale se traduisant en tensions communautaires exacerbées par les litiges fonciers.

C'est dans ce contexte que fort des acquis du projet COSO dans le Nord, le Gouvernement ivoirien avec l'appui du Groupe de la Banque mondiale a initié le Projet de Développement Communautaire et Local dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire (COSO-Ouest).

### 1.2 Présentation du projet

L'objectif de Développement du Projet (ODP) est d'améliorer l'accès à des services de base inclusifs et résilients ainsi qu'aux opportunités économiques dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. D'un montant global de 100 millions de dollars US (environ 60 milliards FCFA), le projet cible environ 620 localités rurales (villages et campements) dans 35 sous-préfectures des régions du Tonkpi, Guemon et Cavally et sera mis en œuvre sur la période 2026-2030. L'approche de mise en œuvre sera la même approche que le projet régional COSO en cours dans le Nord, c'est-à-dire le Développement Conduit par les Communautés, qui met les communautés bénéficiaires au centre des décisions de planification, de mise en œuvre et de suivi des investissements financés à leur profit.

Le projet COSO-Ouest est structuré autour de quatre (4) composantes ainsi décrites :

- **Composante 1 : Un développement local résilient et inclusif au niveau communautaire (51 millions USD).**

Par l'approche DCC, la composante 1 financera des infrastructures communautaires et des AGR résilientes au climat. Ces investissements aideront les communautés à combler les lacunes critiques dans les services de base, à développer des opportunités économiques locales et à renforcer leur capacité à planifier, mettre en œuvre et maintenir les investissements prioritaires au fil du temps. La sous-composante 1.1 relative à l'accès aux services de base grâce à des infrastructures résilientes et inclusives (40 millions USD), finance des infrastructures communautaires à petite échelle et résilientes au climat qui répondent aux besoins les plus urgents des communautés. Quant à la sous-composante 1.2 relative à l'augmentation des opportunités de subsistance pour les femmes et les jeunes (11 millions USD), elle vise à promouvoir l'autonomisation économique des femmes et des jeunes grâce au financement d'Activités Génératrices de Revenus (AGR) au niveau communautaire.

- **Composante 2 : Développement socio-économique au niveau régional (21 millions USD)**

Cette composante soutiendra la réhabilitation et le développement d'infrastructures économiques locales résilientes au niveau régional, répondant aux besoins socio-économiques nécessitant des solutions inter-villages ou une planification descendante. Elle se concentrera sur le renforcement du Développement Economique Local (DEL) en améliorant l'accès au marché et la connectivité entre les zones de production et les pôles économiques, en favorisant la création d'emplois, tout en élargissant la fourniture d'eau potable sûre dans les localités ciblées. Collectivement, ces investissements devraient libérer le potentiel économique local en réduisant les coûts de transaction, en créant de nouvelles opportunités et en améliorant la fiabilité des services essentiels. En reliant les zones de production aux marchés et centres de services, la composante catalysera la croissance de l'agriculture et d'autres secteurs. L'expansion qui résulte de l'activité du marché devrait se traduire par une création d'emplois significative — en particulier pour les jeunes et les femmes.

- **Composante 3 : Génération de connaissances et renforcement institutionnel (18 millions USD)**

Cette composante soutiendra l'institutionnalisation de l'approche de Développement Communautaire Local (DCL) et renforcera la coopération entre les communautés et les institutions. Elle financera des travaux analytiques, le dialogue politique, des interventions ciblées de cohésion sociale et le renforcement des capacités des acteurs locaux et des institutions gouvernementales qui supervisent la planification du développement local. La composante élaborera des outils opérationnels et recommandations politiques, et renforcera les capacités locales à planifier, mettre en œuvre et surveiller des investissements inclusifs. La composante financera également une évaluation d'impact pour évaluer l'impact d'un accès équitable aux services sur la prestation des services du dernier kilomètre. Afin de tirer pleinement parti des outils numériques développés dans le cadre du projet COSO Nord, ces outils seront mis à jour et améliorés, en particulier la plateforme de gestion des connaissances et le registre de cartographie des investissements.

- **Composante 4 : Gestion du projet (10 millions USD)**

Cette composante soutiendra la gestion et la coordination du projet aux niveaux régional, national et sous-national en couvrant les coûts d'exploitation de la planification, de la mise en œuvre et de la supervision technique des activités ; la gestion et le suivi des Normes Environnementales et Sociales (NES) ; la Gestion financière (GF) et la passation de marchés ; la préparation de Plans de Travail et de Budgets Annuels (PTBA), ainsi que de rapports d'avancement, de communication et des modalités de suivi et évaluation, y compris la mise en place d'un Système de Gestion de l'Information (SGI) et d'un mécanisme de retour d'information pour les bénéficiaires du projet. Les activités de coordination soutiendront la création et le fonctionnement des Commissions Régionales d'Approbation et de suivi des Sous-projets (CRAS), du Comité de Pilotage National (CPN) et des comités techniques nationaux et locaux.

Le projet sera exécuté par une Unité de Coordination de Projet (UCP) sous la supervision du Cabinet du Premier Ministre, maître d'ouvrage du projet.

La principale représentation régionale (antenne régionale) du projet est basée à Man et des bureaux annexes à Guiglo et Duekoué. L'antenne régionale collaborera avec les acteurs au niveau local notamment les Comités de Développement villageois (CDV) qui seront suscités par le projet au niveau village, les Collectivités (communes et régions), les représentations locales des Ministères sectoriels et les CRAS présidés par les Préfets de région et chargés d'examiner et approuver les sous-projets priorisés au niveau village.

Les présents termes de référence sont relatifs au recrutement d'un **Spécialiste en Suivi-Evaluation** pour le compte de l'Unité de Coordination du projet COSO-Ouest.

## II- RESPONSABILITES ET TACHES

### 2.1 Responsabilités

Sous l'autorité du Coordonnateur du projet, le **Spécialiste en Suivi-Evaluation** a pour responsabilité le suivi, l'évaluation et la capitalisation des activités du projet, et ce, en conformité avec les dispositions du manuel de suivi-évaluation du projet.

### 2.2 Principales tâches

En relation avec ses missions, les principales tâches du **Spécialiste Suivi-Evaluation** se déclinent comme suit :

**Au plan de préparation du système d'informations**

- Procéder à la mise en place d'un système participatif de planification, suivi et évaluation des activités, incluant un manuel de suivi-évaluation, un tableau de bord et des outils de suivi périodique ;
- Procéder à la création d'une base de données informatisées adaptée aux spécificités du projet et qui sera régulièrement actualisée en tenant compte des indicateurs appropriés de suivi des progrès des différentes activités (ces indicateurs incorporeront ceux définis dans le tableau des résultats intégré dans le document d'évaluation du projet) ;
- Procéder à la mise à jour des instruments de planification des activités et du système de suivi-évaluation du projet en cas de nécessité ;
- Veiller à l'intégration des indicateurs socio-environnementaux dans le manuel de suivi-évaluation et à leur suivi adéquat ;
- Apporter un appui à la conception des documents/outils méthodologiques, à l'exécution et l'analyse des données dans le cadre d'études thématiques conduites pour le compte du projet ;

**Au plan opérationnel**

- Coordonner les activités de l'équipe chargée du suivi-évaluation (y compris les points focaux des partenaires d'exécution) en organisant un programme de travail mensuel, trimestriel et annuel pour s'assurer que les données, les informations sont fiables et crédibles ;
- Organiser la mise en place d'un système de collecte, de traitement, d'analyse, de transmission et d'actualisation régulière des données en vue de la prise des décisions ;
- Coordonner le développement de l'utilisation des nouvelles technologies pour le suivi et l'évaluation du projet COSO, y compris la mise à jour de l'application sur le Mécanisme de Gestion des Réclamations et le processus participatif (DCC/DCL) dénommée e-DCC Intégré (collecte de données pertinentes, suivi des progrès tout au long du cycle d'investissement, etc.)
- Appuyer les différentes entités impliquées dans la mise en œuvre du projet pour (i) collecter les données des indicateurs de résultats, (ii) analyser les performances atteintes à travers la mesure des écarts entre les valeurs prévues et les valeurs atteintes, et (ii) formuler, sur la base de l'analyse des écarts, les recommandations éventuelles pouvant être réinvesties dans la programmation des résultats et des activités contenues dans le PTBA ;
- S'assurer de l'application effective de la stratégie de ciblage telle que convenue lors de la préparation du projet, en collaboration avec les spécialistes concernés ;
- Participer aux discussions liées à la définition de stratégies portant sur les investissements locaux, la gouvernance régionale dans le cadre du projet, y compris le renforcement des mécanismes de coordination à tous les niveaux ;

- Réaliser le suivi des recommandations du Comité de Pilotage du projet, des missions de suivi-évaluation externe, des missions d'appui de la Banque mondiale et d'audit interne/externe,
- Analyser les facteurs prévisionnels permettant d'anticiper positivement les résultats du projet et mesurer les changements induits par le projet ;
- Gérer la capitalisation des expériences sur la base de thématiques approuvées notamment des processus ou résultats ;
- Préparer la documentation nécessaire à la réalisation des missions nationales de supervision du projet ou de tout autre mission diligentée par la partie national et le bailleur ;
- Identifier les besoins en formation du personnel et des partenaires impliqués et organiser les formations nécessaires en suivi-évaluation,
- Organiser les cadres de réflexions critiques internes et externes en vue d'identifier ou d'informer sur les points de blocage afférents à l'avancement du projet ;

**Au plan de la planification/programmation, des études et du rapportage**

- Elaborer dans les délais les Programmes de Travail et Budget Annuels (PTBA) du Projet selon le format standardisé retenu, en collaboration avec les différents spécialistes de l'UCP, les responsables financiers, de passation de marchés et des ressources humaines ;
- Coordonner la mise en place de l'évaluation de l'impact du projet selon les dispositions prévues avec l'appui éventuel des services spécialisés ;
- Elaborer les rapports trimestriels, semestriels et annuels sur l'état d'avancement du projet ;
- Organiser la centralisation et la conservation des rapports d'études, aide-mémoires, procès-verbaux, compte-rendu, rapports périodiques, etc.) ;
- Exécuter toutes missions qui pourraient s'avérer nécessaires à la bonne marche du projet, à la demande du Coordonnateur.

Le **Spécialiste en Suivi-Evaluation** effectuera par ailleurs toutes autres tâches à la demande du Coordonnateur du Projet, en lien avec ses responsabilités.

## III- PROFIL

### 3.1 Formation

- Être titulaire d'un diplôme BAC+5 dans l'une des spécialités suivantes : Planification, Economie rurale, Statistiques, Gestion des projets, Agronomie, Agroéconomie, ou dans tout autre domaines connexes.

### 3.2 Expériences professionnelles

- Avoir au moins cinq (5) ans d'expériences générales dont 3 ans à un poste mettant en évidence la planification stratégique et le suivi-évaluation avec une bonne maitrise des outils de planification et de suivi-évaluation des projets et programmes de développement ;
- Avoir au moins deux (2) ans d'expérience prouvée dans les activités de suivi-évaluation liées aux thématiques stratégiques telles que la résilience climatique, la cohésion sociale, la gouvernance locale, la mobilisation et l'engagement communautaire, la mise en œuvre d'initiatives de création d'opportunités économiques ;
- Disposer d'une solide expérience dans la conduite d'enquête qualitative et quantitative, notamment dans la conception des outils de collecte, le déploiement, le traitement des données, etc.,

- Avoir une connaissance globale des règles des bailleurs (Banque mondiale, AFD, Union Européenne, BAD, BOAD, etc.) serait un atout ;
- Avoir une expérience avérée dans la conception ou l'utilisation d'une plateforme numérique interactive de collecte de données et de présentation d'informations pertinentes liées à un projet/programme ou une institution publique/privée ;
- Avoir une expertise en matière de synthèse des leçons tirées du suivi et de l'évaluation de projet/programme et de leur présentation sous forme de documents écrits à des fins d'apprentissage institutionnel et de diffusion.

**3.3 Aptitudes et qualités requises**

- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et de communication en français ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse ;
- Avoir la capacité de collaborer avec une diversité de parties prenantes ;
- être rigoureux, organisé et capable de produire des résultats de qualité dans les délais impartis;
- Avoir une bonne capacité d'animation et de pédagogie pour assurer la formation des parties prenantes à la gestion axée sur les résultats, au dispositif de suivi-évaluation du projet ;
- Avoir une bonne maitrise de l'outil informatique et notamment des logiciels usuels (Word, Excel, Powerpoint, etc.) ;
- Avoir une bonne maitrise des outils/plateformes de suivi-évaluation (MS Project, Kobo collect, Survey solution, Power BI) et d'utilisation des outils statistiques (Stata, R, SPSS, etc.) ;
- Avoir des aptitudes à la résolution des difficultés opérationnelles ;
- Être sensible aux problématiques en milieu rural ;
- Être une personne reconnue pour son honnêteté, sa discrétion et son aptitude à travailler en équipe.

## IV- LOCALISATION DU POSTE

Le **Spécialiste en Suivi-Evaluation** sera en poste à l'antenne de Man. Il sera amené à effectuer des déplacements dans la zone cible du projet dans le cadre de ses responsabilités.

## V- DUREE DU CONTRAT

Le **Spécialiste en Suivi-Evaluation** interviendra à temps plein dans le cadre de sa fonction. La durée du contrat est d'un (1) an renouvelable à la suite d'une évaluation de performance annuelle jugée satisfaisante.

## VI- CRITERES DE PERFORMANCE

Le **Spécialiste en Suivi-Evaluation** sera évalué sur la base de ses capacités à exécuter efficacement sa(ses) mission(s). L'évaluation de sa performance sera faite sur la base d'éléments d'appréciation entre autres :

- Des critères qualificatifs ou intrinsèques ;
- Des critères techniques ;
- Des critères liés aux résultats.

Une grille détaillée spécifique au poste précisera les critères d'évaluation.

## VII- METHODE DE SELECTION

Le recrutement sera effectué sur une base concurrentielle et transparente s'appuyant sur les critères de présélection définis dans le profil du poste. Si le candidat a un lien direct/indirect avec un ou plusieurs personnels de l'Unité de Coordination du Projet, il a l'obligation de le signaler dans son dossier de candidature.

Le recrutement sera effectué en deux (2) phases :

- Une phase de présélection des candidats en vue de l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour la mission au regard de l'analyse des CV reçus ;
- Une phase de sélection par interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte approuvée par la Banque Mondiale.

Le candidat retenu à l'issue de la phase d'interview sera invité à une séance de négociation de son contrat de travail.

***NB : Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour la phase des entretiens de sélection. Par ailleurs, les candidats ayant le statut de fonctionnaire devront, avant leur recrutement, se conformer aux dispositions en vigueur.***

## VIII- CONSTITUTION ET DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidat(e)s intéressé(e)s devront soumettre un dossier de candidature en langue française comprenant :

- **Une lettre de motivation** adressée à la Coordonnatrice du projet COSO ;
- **Un curriculum vitae (CV)** détaillé présentant au mieux les spécifications notifiées dans le profil recherché et précisant les **référents professionnels** (noms, titres et coordonnées des personnes de référence pour les postes occupés) ;
- **Les photocopies des diplômes** et/ou attestations pour les déclarations figurant dans le CV.

Les dossiers de candidature doivent être rédigés en français et adressés à Madame la Coordonnatrice du projet COSO au plus tard le **31 Août 2026 à 16 heures 30 minutes,** avec la mention : « **Candidature au poste de Spécialiste en Suivi-Evaluation au Projet de développement communautaire et local dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire (COSO-Ouest) »,**

- Soit par voie électronique à l'adresse suivante, en un seul dossier pdf : **recrutements-cosoouest@coso.ci** ;
- Soit sous pli fermé, en cinq (5) exemplaires (1 original et 4 copies), et déposés à l'adresse géographique indiquée ci-après :

**Projet de Cohésion Sociale des régions Nord du Golfe de Guinée (COSO)**
**7ième Tranche, Rue de la Résidence les Flamboyants**
**Tel : 27 22 22 30 50**
**infos@coso.ci**

Les dossiers de candidatures reçus feront l'objet d'un enregistrement sur la fiche de réception ouverte à cet effet au secrétariat du projet COSO.